

**COMPTES-RENDUS
BIBLIOGRAPHIQUES**

Barberis (Walter), *Il Bisogno di patria*, Giulio Einaudi, Torino, 2004, 137 p.

La visite le 12 septembre 2008 en France du Pape Benoît XVI fit l'objet d'une levée de bouclier dont le journal *Le Monde* fut la tribune. A ce propos quatre opinions furent émises concernant d'une part la question de la vérité, d'autre part la notion d'Occident, par ailleurs la critique interne au cœur de l'Eglise, enfin le dépassement du catholicisme en faveur d'une foi plus œcuménique. Cette confrontation tient pour une bonne part aux origines de la question romaine au cours de laquelle la Papauté devint un enjeu ayant pour principaux protagonistes Napoléon III, Bismarck, Victor-Emmanuel II et Pie IX. Le 2 septembre 1870 Napoléon abdiqua après la défaite de Sedan contre la Prusse. Peu après la levée de l'hypothèque française par le retrait de ses troupes de Rome le 29 août 1870, les troupes de Victor-Emmanuel II pénétrèrent par la *Porta Pia* dans la ville de saint Pierre le 20 septembre 1870.

Quant à ce point de départ du problème de l'Etat italien qui fait de ce pays une singularité mondiale le livre de Walter Barberis n'en touche pas mot. Passons sur ce regret pour reprendre ce qui fait l'originalité de la démarche de l'auteur à savoir l'interrogation fondamentale du rapport entre ses origines diverses et l'unité du pays. On dira aujourd'hui qu'il s'agit d'une quête d'identité face à cette sorte de crise de la conscience nationale qui autant que les institutions bouleverse les hommes. L'ouvrage se divise ainsi judicieusement en trois parties : le besoin d'Etat, le besoin d'histoire et le besoin de patrie.

« Elles sont douloureuses les chroniques d'individus sans famille. (...). Elles sont nombreuses les histoires en pentes, de ceux qui ont souffert d'une mutilation affective par un geste violent. (...). Ces biographies si diverses dans leurs aboutissements, souvent expriment un état de solitude ». Et Walter Barberis de conclure que sont tels les peuples sans patries. Le temps est la matrice de la mémoire en somme. Et de rappeler Benedetto Croce : « Quel est le caractère d'un peuple ? Son histoire, toute son histoire, rien que son histoire ». C'est l'occasion d'égrener quelques dates, la descente de Charles VIII dans la péninsule le 29 août 1494, la mise à sac de Rome par les troupes de Charles Quint les 5 et 6 mai 1527, qui sont pour l'auteur autant de flagellations que l'historien inflige à l'Italie. C'est au contraire par leur extrême fragmentation que les villes de la péninsule portent en elles le cosmopolitisme qui fait de ce pays un carrefour d'influences multiples et par conséquent riche d'expériences pour l'Europe à venir. La réduction à l'unité ce sont les Savoie qui la firent depuis 1559 et Emmanuel-Philibert et surent la transmettre ensuite au XIX^{ème} siècle en s'appuyant sur une éthique du service public.

Bien sûr la foi catholique est évoquée mais l'Eglise en échouant à faire un véritable véhicule communautaire n'est plus qu'une survivance désuète qu'a essayé de relayer l'autre message universaliste qu'a constitué le socialisme au temps de l'industrialisation. Et Walter Barberis de citer Pier Paolo Pasolini sur sa critique du monde moderne : « Un univers dans lequel les larmes de la statue de la Madone, est contraire et incommensurable à un univers dans lequel les larmes ne se contiennent absolument plus. Est venue proprement la fin d'un monde (...). Millions et millions de paysans et d'ouvriers du Sud au Nord qui certainement pour une époque plus longue que les deux mille ans du catholicisme se sont conservés égal à eux-mêmes, ont été détruit... leur nature a été abrogé par la volonté des marchands ». La défaite n'était certes pas la meilleure médecine pour panser les blessures de la confiance. Ce ne fut donc pas un hasard si la déclaration de guerre à l'Autriche le 23 mars 1848 par Charles-Albert pécha par un manque de préparation. Et Walter Barberis de dire qu'on pouvait bien faire sien l'opinion de Carlo Cattaneo traitant cette armée « d'officiers d'opérettes » pour montrer du doigt l'aristocratie piémontaise. Peut-être étaient-elles justifiées cependant les remontrances de Vincenzo Gioberti contre le campanilisme. Ce facteur de cohésion l'historien l'attribue finalement à la résistance au fascisme. Et de rappeler la mémoire de Primo Levi

capturé par la milice et passé par l'enfer d'Auschwitz qui disait de son livre « *Se questo è un uomo* » publié en 1947 « qu'il n'avait pas été écrit dans l'intention de formuler de nouveaux chefs d'accusation ; il pourra plutôt fournir des documents pour une étude apaisée de quelques aspects de l'esprit humain ».

Pour terminer enfin Walter Barberis ne pouvait oublier Rome qui avait été l'archétype de tout, monarchie et république, Etat et Eglise. A la tâche d'unir pouvoir civil et spirituel se consacra pendant un millénaire la monarchie de Savoie. En 1890 Giacomo Carducci dans sa poésie « Piemonte » considérait facile l'évocation de Rome « immense navire lancé vers l'empire du monde » sans le bras armé de la périphérie subalpine au pied de rivières impétueuses « rapides, gaillards, comme cent bataillons » et de voir en Charles-Albert « l'Hamlet italien » auquel il revint de chasser l'intrus « sous le fer, et le feu du Piémont, sous Cuneo le nerf, et l'impétueux Aoste ». Au fond de la modernité est une vieille histoire.

L'ennemi fauteur du paradoxe italien serait l'existence d'une improbable race. Or le premier chapitre du Code civil de 1865 reprenant, d'après l'auteur, en substance le Code albertin a proposé aux Italiens le droit du sang. Walter Barberis oppose ce choix à un pays comme la France qui adapta le droit du sol afin de favoriser la naturalisation des émigrés italiens. Or, c'est l'histoire récente de l'Europe qui est une sorte de condensé de l'histoire de l'Italie avec ses contraintes internes qui tiennent à la fracture avec le monde islamique.

Thierry Couzin

Bottaro (Alain), *Les sources de l'histoire du comté de Nice à l'Archivio di Stato de Turin, Ancien Régime (1388-1792)*, Association de sauvegarde du patrimoine écrit des Alpes-Maritimes, Nice, 2008, 559 p.

Même lorsque les archives constituées par les institutions locales et régionales sont abondantes, ce qui est loin d'être le cas pour le comté de Nice avant la conquête révolutionnaire française, les historiens ne peuvent s'en satisfaire et doivent recourir aux fonds d'archives des institutions centrales de l'Etat conservées dans la capitale. Ces fonds construits suivant une logique nationale ne sont pas toujours aisés à exploiter en raison de leur ampleur et leurs inventaires n'ont pas vocation à mettre en évidence une approche locale. Si ces fonds nationaux sont trop souvent ignorés, la perte de l'essentiel des archives de l'intendance sarde et la grande pauvreté des archives notariales, autre source majeure de l'histoire, avant le XVIIe siècle ont, dès la fin du XIXe siècle, conduit les historiens du comté de Nice à rechercher dans les fonds de l'ancienne capitale turinoise les sources qui leur faisaient défaut au point d'en revendiquer une partie qui, de façon plus ou moins cohérente et discutable, a fini par rejoindre les Archives départementales des Alpes-Maritimes à la suite des accords qui ont conclu la deuxième guerre mondiale. Ces archives de la cour royale, le fonds Cita e contado di Nizza, constituent de remarquables documents majeurs des Archives départementales des Alpes-Maritimes dont certains exceptionnels comme les actes en relation avec la dédition de 1388. Cependant non seulement beaucoup de documents avaient échappé à la sagacité des archivistes sans doute faute d'inventaires pertinents mais surtout une grande majorité de sources appartenaient à des dossiers d'affaires générales traitées au niveau de l'Etat auxquels une pratique de démembrement, déjà très critiquable pour des dossiers géographiquement circonscrits, ne pouvait en aucun cas s'appliquer.

Ainsi de nombreux fonds d'administration centrale continuent de receler des documents indispensables à la connaissance du comté de Nice à l'époque sarde et des fonds locaux niçois transférés à Turin pour diverses raisons comme la saisie des biens du comte de Beuil ou des événements militaires n'ont jamais réintégré les Archives des Alpes-Maritimes.

On peut citer par exemple des registres de correspondance des intendants ou encore une belle série de minutes notariales de la baronnie de Beuil au XVI^e siècle.

Tout en n'ignorant pas l'intérêt qu'il y avait à solliciter les Archives de Turin les historiens du comté de Nice étaient démunis pour déterminer précisément les champs d'investigation possibles. C'est cette lacune que vient combler le remarquable travail d'envergure réalisé par Alain Bottaro aussi bien dans les Archives d'Etat de Turin que dans d'autres institutions italiennes. La publication du fruit de ses recherches, dont l'Association de sauvegarde du patrimoine écrit des Alpes-Maritimes a eu l'heureuse initiative, nous livre ainsi une somme d'informations qui ouvre des perspectives nouvelles pour la recherche historique sur le comté de Nice, en levant le voile sur beaucoup d'archives restées méconnues. Désormais tout ceux qui souhaiteront approfondir les connaissances de la région disposeront d'un ouvrage de référence pour préparer leurs études. Ce manuel se doit à l'évidence de figurer dans toutes les bibliothèques afin de lui assurer la diffusion qu'il mérite pour le plus grand profit des historiens du comté de Nice.

Jean-Bernard Lacroix

D'Almeida (Fabrice), *La Politique au naturel. Comportement des hommes politiques et représentations publiques en France et en Italie du XIX^e au XXI^e siècles*, Ecole française de Rome, 2007, 521 p.

Fabrice d'Almeida, partant de l'idée que l'apparence et le comportement des personnalités politiques suivent les évolutions de la civilisation européenne, publie une étude d'un grand intérêt, nourrie par de nombreuses archives, des images fixes et animées, des témoignages.

Les premiers trombinoscopes de parlementaires, dès 1863 en Italie, plus tardivement en France, montrent la gravité et la dignité des tenants du pouvoir. Ceux-ci, garants des libertés publiques pour lesquelles ils peuvent exiger le sacrifice des citoyens, célèbrent une sorte de religion d'Etat. Pour exercer des responsabilités sacralisées les élus de toutes tendances revêtent les habits de l'élite sociale, refoulent leurs émotions, sourient rarement, sauf à l'époque fasciste où le sourire vise à donner une impression de virilité. Les barbes et les moustaches, importantes dans la période la plus ancienne, excepté chez les ecclésiastiques, renforcent l'image de gravité. L'entrée dans la vie publique impose la solennité. Ainsi Mussolini troque sa chemise de chef de bande pour le costume puis l'uniforme.

Le choc de la Grande Guerre, l'instrumentalisation des émotions par les régimes totalitaires, une banalisation de la violence entraînent une mutation particulièrement visible à la fin du XX^e siècle. Désormais l'homme politique met en scène sa personne et sa sensibilité. Il se veut sympathique, naturel et proche des gens auxquels il promet le bonheur. Il sourit et tend la main. Il affiche sa vie privée, sa famille, ses loisirs, son goût du sport ou du tabac, le tout pour paraître simple. Face au désenchantement des sociétés contemporaines, il légitime son pouvoir sur le mode psychologique. Il se fait plus animateur que décideur. Pour obtenir le plus large consensus, il utilise toute les ressources de la propagande et de la désinformation. La politique s'appuie de plus en plus sur les techniques de la communication assurée par des agences professionnelles. La dignité de jadis qui se perpétue dans le costume et certaines circonstances officielles décline. Plus efficaces que les caricatures de Daumier, les spectacles et émissions télévisées montrant des imitateurs ou des marionnettes politiques désacralisent la fonction.

Tout au long de son étude, l'auteur analyse en détail de multiples exemples, de de Gaulle à la Cicciolina, de Marc Sangnier à Sandro Pertini, des Croix de Feu aux squadristses.

On retiendra, parmi de nombreux développements bien venus, une très fine typologie des sourires en politique. Cette étude érudite débouche en pleine actualité : le président Sarkozy, plus que ses prédécesseurs, a montré sa vie privée. Selon certains analystes il serait allé trop loin sur ce chemin et aurait déplu à une fraction de son électorat. Serait-on à la veille d'un retournement qui imposerait aux hommes politiques plus de réserve et de majesté ?

Ralph Schor

De Garate (Jean-Philippe), *Couve de Murville (1907-1999). Un président impossible*, l'Harmattan, Paris, 2007, 407 p.

Maurice Couve de Murville, issu d'une famille de commerçants méridionaux convertis au protestantisme, effectue de brillantes études : major à l'École des sciences politiques et à l'Inspection des finances extérieures et des changes par le régime de Vichy en septembre 1937, il est nommé directeur des finances extérieures et des changes par le régime de Vichy en septembre 1940. Membre de la commission d'armistice de Wiesbaden, il lutte contre la germanisation de l'économie, beaucoup moins contre l'aryanisation. En 1943, il part pour Alger où le général Giraud le nomme secrétaire général du Comité impérial. Très vite il se rallie au général de Gaulle avec lequel il se trouve en accord « instinctif », selon ses termes. Couve de Murville est membre du Comité français de libération nationale, puis représente la France à Naples.

De 1945 à 1950, Couve de Murville est directeur général des affaires politiques au quai d'Orsay. Bidault qui ne l'aime pas le nomme ambassadeur en Egypte où il réside de 1950 à 1954. Il occupe ensuite les mêmes fonctions aux Etats-Unis (1955-1956) puis en Allemagne fédérale (1956-1958) où il se lie d'amitié avec le chancelier Adenauer. De 1958 à 1968 il est le ministre des Affaires étrangères de de Gaulle. Ce dernier a peut-être envisagé de lui confier la direction du gouvernement dès 1965. Il accède à cette responsabilité le 10 juillet 1968 et la conserve jusqu'au référendum de 1969.

Le livre ne possède pas les traits d'une étude universitaire. Nombreuses sont les répétitions, les digressions, voire le recours, heureusement prudent, à l'astrologie et au déterminisme psychologique des prénoms. L'étude se révèle cependant utile car c'est la première biographie consacrée à Couve de Murville et celui-ci a accordé de nombreux entretiens à l'auteur, entretiens soigneusement transcrits et parfois recoupés avec d'autres témoignages. Il apparaît que le ministre bénéficiait d'une certaine liberté. Il revendique la paternité de la politique arabe de la France et de la réconciliation franco-allemande. Il a essayé de détourner de Gaulle du référendum de 1969. Le général semble avoir vu en lui un possible dauphin. Le livre rappelle que Couve de Murville fut soutenu par les gaullistes de gauche et que, durant son bref passage à Matignon, il accomplit d'importantes réformes malgré l'hostilité croissante de Pompidou et de ses amis. Le livre confirme le portrait que les Français se faisaient de l'homme, austère, guindé, parfait diplomate, mais, dans les entretiens privés, on découvre qu'il proférait des jugements abrupts : Bidault était un « alcoolique » (p. 190), Gromyko un « abruti » (p. 220), Jacques Chirac « tout juste bon à faire un maire » (p. 398). Le gentleman avait la dent dure.

Ralph Schor

Ducreux (Marie-Elizabeth) et Mares (Antoine) (dir), Tomas G. Masaryk. *Un intellectuel européen en politique (1850-1937)*, Institut d'études slaves, Paris, 2007, 245 p.

Tomas Garrigue Masaryk, l'un des pères de la Tchécoslovaquie qu'il présida de 1918 à 1935, fut délibérément oublié durant la période communiste, puis redécouvert après la chute du régime pro-soviétique. Un colloque a été consacré à cet homme complexe, non pour étudier sa biographie, mais pour broser son portrait intellectuel hors du commun.

Masaryk, fils d'un charretier slovaque et d'une cuisinière tchèque, finance ses études de philosophie et de sciences naturelles en donnant des leçons particulières. Il est élu professeur à l'Université tchèque de Prague en 1882. Il entame alors une carrière de philosophe, de sociologue, d'essayiste, en même temps qu'il s'engage en politique en 1891. Il est influencé par Platon, Comte, Brentano, les Lumières, entre autres. Son universalisme lui permet de dépasser ses contradictions : violent et pacifiste, rigide et pragmatique, démocrate et aimant le pouvoir personnel, ouvert au monde et incarnant le nationalisme slave, francophile mais critique et n'ayant pas de lien concret avec la France. Il veut fonder la démocratie sur des assises philosophiques et religieuses. Sur le plan politique ses modèles sont les idées de 1789 et le système américain. Hostile au catholicisme, trop dogmatique à son goût et déconsidéré par la proclamation de l'infailibilité pontificale, il prône une religion plus souple servant de nécessaire ciment social ; il pense trouver cette réalité dans le protestantisme auquel il se convertit. Masaryk est un président de centre gauche, gouvernant avec des majorités de centre droit. Malgré ses charges il reste toujours en contact avec les intellectuels, il lit régulièrement la NRF, Carco, Montherlant, Dorgelès, Barbusse.

Masaryk devient une icône internationale de la démocratie par sa volonté de promouvoir les femmes et les droits sociaux, par sa défense des juifs et des réfugiés largement accueillis en Tchécoslovaquie, par son humanisme, son souci de placer la raison et la discussion critique avant la décision politique, par son idéal de bâtir une Europe de nations libres et égales en droits, quelle que soit leur taille. Aussi, à la fin des années 1920, certains intellectuels pensent-ils à Masaryk comme président d'une Europe unie.

Ce livre où s'entrecroisent les perspectives historiques, politologiques, sociologiques, philosophiques, littéraires, religieuses, reflète par cette diversité la riche personnalité d'un homme qui sut concilier pensée et action, sans trahir ses idéaux.

Ralph Schor

Epstein (Simon), *Un paradoxe français. Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, Paris, 2008, 622 p.

Simon Epstein avait déjà montré, dans un livre paru en 2006, que nombre de dreyfusards, reniant leurs engagements de jeunesse, s'étaient mués en collaborateurs pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il revient sur la question et l'élargit en traquant les philosémites de l'entre-deux-guerres devenus pourfendeurs de Juifs après 1940. Il souligne que Vichy ne fut pas le rendez-vous des vieux antisémites, mais le lieu de rencontre d'antiracistes convertis de fraîche date à la haine et, de ce fait, souvent suspects aux yeux de ceux qui dénonçaient les juifs depuis longtemps. Pour l'auteur, la collaboration ne résulte pas des convictions fascistes de ses tenants -une telle analyse constituerait le "contresens le plus monumental" (p.348) - mais elle prend ses racines dans le pacifisme, l'anticommunisme ou parfois l'opportunisme. Dans la mesure où les juifs représentaient un obstacle sur la voie de la collaboration et étaient soupçonnés de vouloir la guerre contre l'Allemagne, ils devaient être balayés. Or le pacifisme, avant 1940, était surtout présent au sein de la gauche, des

mouvements républicains et humanitaires, comme la Ligue internationale contre l'antisémitisme. Ainsi s'expliquerait que tant de néo-antisémites vissent de ces milieux.

Pour étayer sa démonstration, Simon Epstein consacre la plus grande partie de son livre à des notices biographiques retraçant l'évolution, parfois cachée ou oubliée, d'hommes ayant refoulé leur passé humaniste. Dans beaucoup de cas, la mutation se révèle spectaculaire et accablante. Cependant il apparaît que parfois l'auteur sollicite un peu la réalité. Ainsi de Marcel Aymé il reconnaît : « Il n'est pas lui-même antijuif, mais il fréquente les antijuifs de très près » (p. 128). Peut-on qualifier le juriste Gaston Jèze d'antisémite parce qu'il a commenté « en termes neutres et professionnels » (p. 111) le statut des juifs ?

Dans la deuxième partie du livre, Simon Epstein fournit des exemples d'évolution inverse et veut prouver que les origines de l'extrême droite antisémite ont fourni une part considérable des résistants non communistes ; ils auraient même été presque seuls au début. Là encore les notices biographiques et les extraits de textes sont éloquents. Cependant on se demande si la documentation n'est pas aussi un peu trop sollicitée. Impressionnante apparaît la liste des résistants plus ou moins proches de l'Action française avant la guerre : le général Leclerc, le colonel Rémy, d'Estienne d'Orves, Dunoyer de Ségonzac, d'Astier de La Vigerie, Claude Roy, Maurice Clavel, Maurice Blanchot, Raoul Girardet, François de Grossouvre, sans oublier le général de Gaulle... Mais si l'auteur publie des documents indubitablement antisémites dus à certains de ces hommes, il déduit que les autres, certes silencieux, étaient également antisémites en raison de leur proximité avec le mouvement maurrassien.

Au total ce livre se lira comme un très riche dictionnaire non alphabétique, de consultation aisée grâce à l'index. L'érudition de l'auteur éclaire le destin parfois occulté de nombreux individus, mais, emporté par son élan, il semble parfois vouloir trop prouver.

Ralph Schor

Hobsbawm (Eric J.), *Aux armes, historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, La Découverte, Paris, 2007, 154 p.

L'interprétation de la Révolution française est en perpétuelle révision depuis son déclenchement en 1789. Les contemporains l'ont façonné avant que les historiens ne lui donnent un sens après la Restauration. Ainsi l'usage du concept « d'illusion héroïque » appliqué à l'œuvre de Karl Marx opéra un trait d'union entre les révolutions de 1789 et celle de 1830 du point de vue de la conscience sociale qu'ont pu en avoir les principaux instigateurs. C'est pourquoi la réécriture de l'histoire n'est pas une nouveauté : elle est la base même de toute l'historiographie. Une façon comme une autre d'en parler consiste à évoquer la célébration de son bicentenaire. Ce dernier donna lieu effet en France à de vifs échanges de point de vue entre Michel Vovelle et François Furet en 1989 sur la question de savoir si la révolution était terminée ou si son message avait encore quelque chose à nous dire. Essentiellement deux moments avaient depuis les premiers jours été sujets à polémiques, la création du Comité de salut public le 10 août 1793 et sa dissolution le 9 Thermidor an II, et le coup d'Etat de Bonaparte le 18 brumaire 1799.

Dans la première partie de l'ouvrage l'historien s'efforce de montrer que l'opposition entre les historiens marxistes et ceux qu'il appelle les révisionnistes est une question biaisée faute d'une pointe d'historicisme. C'est qu'en effet le qualificatif de « bourgeois » apparut chez une génération d'hommes qui avaient vécu leurs jeunes années sous la Révolution et l'empire : François Guizot, Augustin Thierry, Adolphe Thiers, François Mignet et Victor Cousin. Pour grossir le trait, ces historiens acquièrent leur maturité lors de la révolution de 1830 à laquelle ils apportèrent leur soutien, favorables qu'ils étaient à la liberté d'entreprise et, cédant un peu à l'anachronisme, au libéralisme. Or, les transformations de la société industrielle dès ce temps

là et plus sûrement dans les années 1840 provoquèrent l'émergence d'un milieu ouvrier et de sa représentation internationaliste. C'est Londres qui devint le lieu du ralliement, aussi bien l'Italien Giuseppe Mazzini, que des Allemands, Wilhem Weitling, Karl Marx et Friedrich Engels, qui fort du contact avec les Britanniques Julian Harney, Stuart Mill et Charles Dickens, constituèrent des mouvements qui aboutiront à la formation de parti communiste en 1847. La question de savoir ce qu'il fallait entendre par le jacobinisme se posa avec une particulière acuité dans le milieu intellectuel russe au cours de la Grande guerre et on doit à Pierre Kropotkine puis à Léon Trotsky les premières histoires de la Révolution française avant même que Lénine ne soit identifié en 1917 avec le personnage de Robespierre par Albert Mathiez et la Société des études robespierristes qui délivra une sorte de certificat d'authenticité jacobine aux bolcheviks.

La célébration du centenaire en 1889 fut l'occasion d'une belle moisson de travaux historiques et la France choisit par ailleurs cette date dans le cadre de l'exposition universelle à Paris avec pour attraction centrale l'inauguration de la tour Eiffel. Cela dit le débat soulevé ne porta pas sur la monarchie mais sur la démocratie : les cendres placées au Panthéon étaient celles des militaires Carnot, Hoche et Marceau. C'était que la même année la République se trouvait au cœur de la crise populiste menée par le général Boulanger. A la suite la France créa une chaire spécialisée sur la période à la Sorbonne en 1891 qui fut confiée à Alphonse Aulard. Une nouvelle génération donna alors la plus grande impulsion jamais donnée à l'historiographie : Albert Mathiez, Georges Lefebvre, Philippe Sagnac et Pierre Caron. Contrairement à ce qui a été affirmé, relève l'auteur, ces historiens n'étaient pas marxistes mais de fervents défenseurs de la République que le contexte de l'époque poussait naturellement à gauche. Ce n'est qu'à partir des années 1930 puis après la seconde guerre mondiale que la chaire d'histoire de la Révolution française fut dominée par des historiens proches du parti communiste : Georges Lefebvre, Albert Soboul, Michel Vovelle.

Par la suite le débat fut beaucoup plus âpre dans l'historiographie. A l'exception du travail pionnier d'Ernest Labrousse sur les origines économiques de la Révolution française l'école dite des Annales ne s'est vraiment jamais intéressée à cet événement. L'historicité de ce que Eric J. Hobsbawm appelle le révisionnisme débuta avec l'offensive inaugurée par le Britannique Richard Cobban en 1955 contre le concept de « révolution bourgeoise » auquel François Furet a emboîté le pas. Pourtant dès 1956 la thèse de Jacques Godechot sur la « révolution atlantique » avait en quelque sorte dépassé ce clivage. La révision fut ainsi plus une affaire politique qu'historiographique dans la mesure où ce qui était en jeu c'était ses développements ultérieurs et notamment en Union soviétique et par conséquent son mythe fauteur de l'utopie socialiste dans le monde.

On peut dire que les progrès de l'histoire politique récente et par exemple le volume de Serge Bernstein et Michel Winock ont essayé de faire la part des choses en recentrant la Révolution française dans le cadre d'un long apprentissage de la démocratie qui en France passa par diverses épreuves : certes les révolutions de 1830 et 1848 et l'épisode de la Commune de Paris, mais également l'affaire Dreyfus et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Enfin l'Etude de Sophie Whanich a osé s'attaquer au problème de la canalisation de la violence populaire par les lois. On peut ainsi conclure sur une note plus optimiste que l'ouvrage de Eric J. Hobsbawm sur la capacité de l'historiographie à surmonter le dilemme posé par l'historien britannique entre la lutte partisane et le métier d'historien.

Thierry Couzin

Lachaise (Bernard), Le Beguec (Gilles), Sirinelli Jean-François (dir), Jacques Chaban-Delmas en politique, PUF, Paris, 2007, 471 p.

Un important colloque consacré à Jacques Chaban-Delmas (1915-2000) permet de faire le point et d'apporter nombre d'informations nouvelles sur celui qui fut un des grands barons du gaullisme.

Les fonctions d'inspecteur des finances auxquelles il accède en 1943 servent de couverture à ses activités de résistant et lui fournissent une culture qui lui servira au long de sa carrière politique. Entré dans la clandestinité dès décembre 1940, il joue un rôle très important dans le renseignement et les arbitrages entre groupes ; il termine la guerre comme général de brigade et délégué militaire national. La paix revenue, cet homme neuf et prestigieux adhère au vieux Parti radical, s'implante à Bordeaux où il n'a pas d'attaches, est élu député de 1946 à 1993 et maire de 1947 à 1995. Gaulliste ouvert et libéral, épris d'action et d'efficacité, Chaban entre dans le « système » et appartient à trois gouvernements de la IV^e République dont celui de Mendès France. Cette participation ainsi qu'un sens aigu de la conciliation valent au maire de Bordeaux des méfiances et des reproches dans la famille gaulliste.

Chaban-Delmas aide de Gaulle à revenir au pouvoir en 1958. Il préside l'Assemblée nationale pendant seize ans et s'efforce dans ces fonctions d'effacer les pratiques du régime précédent. Nommé Premier ministre par Pompidou, conseillé notamment par Jacques Delors et Simon Nora, il prononce le 16 septembre 1969 son grand discours-programme sur la « Nouvelle Société » qu'il envisage d'étendre à l'Europe. Il effectue alors de nombreuses réformes dont une libéralisation de l'information. Mais la majorité, devenue très conservatrice par réaction à mai 1968, voit dans cette politique une socialisation rampante. Pompidou ne supporte pas que sa légitimité soit entamée par celle de son Premier ministre et se sépare de celui-ci. Chaban, candidat à l'élection présidentielle de 1974, subit alors un grave échec pour diverses raisons : hostilité de certains de ses amis dont Jacques Chirac et Mesmer, usure de son programme de Nouvelle Société, report d'électeurs de droite vers V. Giscard d'Estaing, mauvaise campagne, attaques personnelles contre lui. Plus tard, sous le premier septennat de Mitterrand, il ne parvient pas à s'imposer comme Premier ministre de cohabitation.

Parallèlement à sa carrière nationale, le « duc d'Aquitaine » est maire de Bordeaux, président de la CODER et du Conseil régional. Sa longévité, malgré un investissement personnel limité dans la région, tient au charisme de l'homme, son habileté à vassaliser ses rivaux, son choix de collaborateurs fidèles et compétents. Il transforme sa ville en une grande métropole moderne, développe une politique sociale hardie, se préoccupe beaucoup de la culture qui concentre 25,7 % du budget municipal en 1993, donne à Bordeaux une image sportive.

Les communications au colloque apparaissent généralement solides, nourries par des archives originales, faisant la juste part entre l'indéniable séduction qu'exerçait Chaban-Delmas et les limites de l'homme. Sa personnalité, mais non sa vie privée, ses méthodes, ses réseaux sont bien caractérisés. Gaulliste historique, Chaban fut l'un des pères de la Ve République, mais sa carrière nationale s'arrêta brutalement en 1974. Sans doute n'avait-il pas pris la mesure de l'évolution de l'opinion, de la pugnacité et de la relative absence de scrupules de ses rivaux.

Ralph Schor

Le Bot (Florent), *La Fabrique réactionnaire. Antisémisme, spoliations et corporatisme dans le cuir (1930-1950)*, Presses de sciences po, Paris, 2007, 399 p.

La thèse de Florent Le Bot, consacrée aux métiers du cuir, des années 30 à l'après-guerre, éclaire l'évolution d'une branche économique significative à travers ses structures et ses acteurs.

Vers 1930, l'industrie du cuir est marquée par la diversité : vaste gamme de produits, utilitaires (chaussures), de luxe (gants, maroquinerie), industriels (courroies de transmission), agricoles (sellerie, bourrellerie) ; existence d'environ 70 000 entreprises dont 80 % comprenant moins de vingt salariés ; dispersion sur l'ensemble du territoire. Cependant une certaine concentration s'opère et des groupes puissants sont présents : les chaussures André possèdent 135 succursales en 1935 ; le Tchèque Bata, installé en France depuis 1924, utilise des techniques modernes de production et de commercialisation. Le secteur est rudement frappé par la crise mondiale et enregistre 3615 faillites de 1926 à 1933 alors que les importations de chaussures augmentent fortement. Aussi les syndicats patronaux et ouvriers s'unissent-ils dans un réflexe de défense qui entraîne des attaques contre les techniques modernes et les importations. Les offensives xénophobes, surtout contre Bata, et antisémites contre les professionnels juifs se multiplient. Des théoriciens, comme le murrasien Pierre Lucius, réclament une organisation corporatiste. Les lois le Poullen et Paulin de mars-avril 1936 essaient de protéger le cuir en interdisant la création de nouvelles fabriques.

L'avènement du régime de Vichy permet de répondre à une grande partie de ces exigences. Les ministres économiques et les comités d'organisation entreprennent l'aryanisation des entreprises. Celles-ci sont vendues, de préférence à un acheteur appartenant au secteur du cuir, ou plus souvent liquidées. Une minorité d'administrateurs provisoires s'entend avec les propriétaires légitimes, d'autres gèrent avec routine, certains sont de véritables escrocs ou des enragés de l'antisémitisme. En tout cas les Français sont les principaux acteurs de cette politique d'exclusion. Le démantèlement n'est que partiel car il faut produire, notamment pour l'Allemagne ; si l'activité de la firme juive André décline, c'est surtout faute d'approvisionnement en cuir.

Après la guerre, les restitutions s'effectuent rapidement même si les victimes doivent souvent livrer bataille pour obtenir justice. Il apparaît que la liquidation a principalement frappé les petites entreprises et que les grandes ont tiré leur épingle du jeu. Les disparitions sont souvent compensées par des créations. Les mesures malthusiennes ne sont pas reconduites.

L'étude est menée avec méthode, fermeté et clarté. Certains exemples, comme celui du quartier de Belleville ou de la micro-région de Fougères, sont analysés avec une grande et éloquente précision. Les divers centres d'intérêt du sujet, histoire économique, histoire sociale et psychologique, histoire politique, s'emboîtent parfaitement. Cette monographie montre bien que la conjoncture des années 1930 a engendré dans de nombreux secteurs de la société française des réflexes réactionnaires, xénophobes et antisémites qui ont facilité l'action du régime de Vichy mais que, sur le long terme, l'évolution du monde moderne reléguait les aspirations au repli protectionniste, plus sur des bases pseudo-raciales, dans un passé révolu.

Ralph Schor

Lillo (Natacha) et Rygiel Philippe (dir), *Images et représentations du genre en migration*. Mondes atlantiques, XIXe-XXe siècles, Actes de l'histoire de l'immigration, Publibook, 2007, 135 p.

Les auteurs de cet ouvrage collectif s'attachent à renouveler l'étude des représentations en se situant au carrefour des recherches portant sur le genre des migrants, les images d'eux-mêmes qu'ils élaborent et le regard des sociétés d'accueil, cela en utilisant des sources originales, photographie et arts plastiques, cinéma, théâtre comique.

Les images auto-construites reposent souvent sur une mise en scène plus ou moins consciente. La vérité sur les difficultés rencontrées dans un nouveau pays ou l'autonomie acquise par la femme n'apparaissent pas. Ce dernier point se révèle central. Tandis que les représentations demeurent classiques et rassurantes, les identités et les pratiques évoluent. Ainsi les Italiennes installées en Louisiane pour remplacer les anciens esclaves échappent aux rigidités sociales de leur milieu et s'élèvent par les études. De nombreuses femmes émigrent au début du XXe siècle à Hollywood pour y mener une vie plus libre. Les Japonaises du Brésil, certes fières de leur ascendance, recourent à la chirurgie esthétique pour se faire « occidentaliser » les yeux et paraître ainsi plus belles que les autres.

Face aux évolutions identitaires jugées positives dans la mesure où elles améliorent l'autonomie aux personnes concernées, des situations plus troubles sont analysées. Ainsi les Antillais vivant en France, juridiquement citoyens mais souvent vus comme des étrangers, se trouvent dans un entre-deux inconfortable. Aux Etats-Unis, les pionniers affluent au XIXe siècle, appuyés par l'Etat, spolient les terres des Indiens, refoulent ceux-ci dans des réserves et essayent de leur imposer les normes culturelles des vainqueurs.

Si l'ouvrage comporte un certain nombre d'évidences cachées derrière un vocabulaire compliqué, il ouvre aussi des perspectives sur des domaines peu explorés en France. Il montre d'intéressantes mutations identitaires, principalement chez les femmes, influencées par l'accueil reçu, le regard de l'autre, le choc culturel, notamment linguistique, les expériences de toutes sortes. Les émigrées, et surtout leur filles, peuvent rarement rester les mêmes.

Ralph Schor

Ostenc (Michel), *Ciano. Un conservateur face à Hitler et Mussolini*, Ed. du Rocher, Monaco, 2007, 317 p.

Michel Ostenc, spécialiste de l'Italie, comble une lacune bibliographique en langue française par la publication d'un livre consacré à Galeazzo Ciano (1903-1944).

Ciano, fils d'un héros national anobli en 1925, entre jeune dans le mouvement fasciste, s'oriente vers une carrière diplomatique et occupe divers postes à l'étranger. En 1930, Mussolini « arrange » le mariage de sa fille Edda avec le jeune homme, mais très vite le couple multipliera les infidélités réciproques, ce qui n'empêchera Edda de tout tenter pour sauver son mari en 1944. Ciano, à la fois intelligent, futile et léger, bénéficie de l'affection presque paternelle de son beau-père qui lui confie la responsabilité de la propagande, avant d'en faire son ministre des Affaires étrangères en juin 1936 et son dauphin. Le nouveau ministre se révèle conservateur autoritaire, plus réaliste qu'idéologue. Il se méfie de l'Allemagne mais il veut utiliser ce levier pour s'entendre avec les démocraties qu'il croit cependant en déclin. A ce titre il est très satisfait de l'accord italo-britannique du 16 avril 1938.

Michel Ostenc analyse en détail la politique de Ciano, sa responsabilité dans l'engagement de son pays aux côtés de Franco en Espagne, dans la formation de l'axe Rome-

Berlin, dans l'annexion de l'Albanie et l'intervention désastreuse en Grèce. En 1939, sachant que l'Italie n'est prête à la guerre, le ministre pousse Mussolini vers la non-belligérence. De plus en plus hostile à l'Allemagne, il désapprouve l'entrée en guerre, espère conclure une paix de compromis avec les démocraties et se rapproche du roi qui voit en lui un possible successeur au Duce. Ce dernier, en 1943, évince de son ministère Ciano qui n'est plus fasciste et éprouve désormais de l'hostilité à l'égard du dictateur. Ciano vote contre son beau-père lors de la réunion du Grand conseil du fascisme le 25 juillet 1943. Réfugié en Allemagne, l'ancien ministre est extradé, jugé à Vérone et fusillé le 11 janvier 1944, sans que Mussolini ne s'entremette pour sauver la vie de son gendre.

Cet ouvrage, fondé sur de vastes lectures plus que sur des dépouillements d'archives, est d'une lecture agréable. L'absence d'introduction et de bibliographie, mises à part les références contenues dans les notes, rendent l'étude atypique sur le plan universitaire. L'auteur ne donne pas toujours les nuances nécessaires : ainsi il montre Mussolini refusant que sa fille épouse un juif car « les juifs sont mes pires ennemis », puis il indique qu'à l'égard de ceux-ci le Duce fit longtemps preuve de bienveillance. L'aspect le plus intéressant du livre réside non dans sa volonté de réhabiliter Ciano, mais de lui accorder au moins certaines circonstances atténuantes : Michel Ostenc veut montrer que cet homme sans scrupules suivait cependant certaines constantes : la fidélité aux accords de Munich, une volonté de rapprochement avec les démocraties tout en condamnant la démocratie, le patriotisme. Sa clairvoyance aurait conduit Ciano à se défaire de l'illusion totalitaire et à prédire la défaite de l'Axe. « Il n'était plus fasciste sans pouvoir devenir antifasciste ».

Ralph Schor

Pagano (Emanuele), *Enti locali e Stato in Italia sotto Napoleone. Repubblica e Regno d'Italia (1802-1814)*, Carocci, Roma, 2007, 325 p.

Il peut paraître difficile d'aborder les réalités administratives et d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une période aussi complexe que fut elle de l'application du modèle français sous le Consulat et l'Empire sous la République et le royaume d'Italie. C'est pourtant cette gageure qu'Emanuele Pagano a entrepris de relever dans un ouvrage difficile qui renouvelle l'historiographie italienne. En effet il s'est agi pour l'auteur d'étudier tant la forme des circonscriptions, base du suffrage électoral et de l'impôt, qu'un ensemble régional vaste dont Milan fut la capitale et, par conséquent, de discuter quelque peu une étude pionnière sur les origines piémontaises de l'administration provinciale et communale italienne¹.

Particulièrement méthodique le livre d'Emanuele Pagano consacre sa première partie aux sommets de l'Etat d'où dérivait l'organisation des entités locales. En 1802 la République italienne hérita du territoire de la République cisalpine plus le pays de Novare et une analogue répartition en départements, districts, cantons et communes. Confirmant le principe de la séparation des pouvoirs et de la souveraineté nationale la Constitution de Lyon désigna Francesco Melzi d'Eril et fixa le siège du gouvernement à Milan. Le pouvoir législatif fut divisé en deux chambres, l'une en Corps élu suivant un suffrage censitaire l'autre en Conseil dont les membres étaient nommés, enfin huit membres formaient le Conseil d'Etat chargés de veiller aussi bien à la bonne gestion de l'administration qu'à assurer les fonctions de la Cour suprême en matière judiciaire. Lors de l'érection du royaume d'Italie en 1805 Napoléon Ier se donna lui-même le titre de roi d'Italie tandis que la vice-royauté fut confiée à Eugène de

¹ Adriana Petracchi, *Le origini dell'ordinamento comunale e provinciale italiano.. Storia della legislazione piemontese sugli enti locali dalla fine dell'antico regime al chiudersi dell'età cavouriana (1770-1861)*, Vol. 1, Venezia, 1962, 411 p.

Beauharnais. Les modifications à la Constitution précédente se firent par décrets successifs parmi lesquelles la création en 1807 d'un sénat, d'un tribunal de commerce en 1811 et d'une cour des comptes en 1812.

La seconde partie traite de façon générale l'organisation communale puis entre dans le détail des régions en distinguant les villes lombardes et celles de la Vénétie, enfin les grandes communes des Marches. Globalement les communes étaient réparties en trois classes en raison de leur nombre d'habitants. Les conseils communaux délibéraient de toutes les affaires locales et notamment l'élection du conseil municipal. Chaque assemblée cependant ne pouvait délibérer sans la présence d'un fonctionnaire de l'Etat : préfet, lieutenant de préfecture ou vice-préfet. D'après l'auteur les finances publiques en plus des contributions foncières et mobilières grevaient les budgets communaux en leur imposant une sorte de tribut pour les dépenses de guerre. C'est pourquoi sur ce point on peut noter une différence avec les départements piémontais dans lesquels le mode d'élection des représentants locaux instaura le modèle du propriétaire dans l'accès à la notabilité et par conséquent participa discrètement, notamment en entérinant les fortunes acquises lors de la vente des biens nationaux, à la montée de la classe la plus entreprenante sur la scène publique². C'était qu'en France la commune étant la seule personne morale puisque dépendant du suffrage et décidant elle-même dans ses délibérations des opérations financières soumises à la ratification du préfet, le changement par rapport à l'Ancien Régime tenait dans la centralisation des pouvoirs de décisions entre les mains d'un seul homme³. On comprend alors mieux pourquoi la dernière partie du livre, qui traite de la vie administrative dans deux communes soigneusement choisies, a pour l'auteur valeur de test. La position d'Abbiategrosso tout proche du Tessin qui était devenu après la paix d'Aquisgrana en 1748 la limite avec l'Etat savoisien donnait à ce bourg une dimension à la fois stratégique et économique. Avec la transformation institutionnelle résultant du passage de la République en royaume d'Italie le conseil de cette cité d'environ 5000 habitants put encore élire quatre administrateurs dits encore sages tandis que le podestà demeurait seul à la tête de la municipalité. Désormais à la jonction des départements d'Olona et d'Agogna ses édiles ne cessèrent de protester auprès des autorités centrales afin d'obtenir leur rattachement au district de Milan. Quant au village de Campione situé sur la rive orientale du Cerisio presque face à Lugano il était également un point à la fois stratégique et économique malgré ses 160 habitants par son accessibilité au lac Majeur. C'est la raison pour laquelle la commune connut des changements incessants de souveraineté du canton suisse du Tessin à l'occupation militaire des Français jusqu'à ce qu'enfin la création de la République italienne l'annexa en 1802 dans le département de Lario.

Cet ouvrage est par conséquent essentiel pour comprendre les difficultés administratives dans les pays italiens du Nord et du Centre de la péninsule au cours de la période napoléonienne quoique sa lecture soit ardue avec ses nombreux tableaux et son souci de l'ensemble comme du détail. Il servira sans doute de référence à tout ceux qui veulent aborder les réalités locales dans leur aspect administratif.

Thierry Couzin

² Marco Violaro, *Il notabilato piemontese da Napoleone a Carlo Alberto*, Torino, 1995, 434 p.

³ Henri Costamagna, Thierry Couzin, « La centralisation inévitable ? Etude statistique sur la pratique administrative de la Maison de Savoie (XVIe-XIXe siècles) », dans *Bollettino Storico-Bibliografico Subalpino*, 2006, I, pp. 41-136